



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

La **Finlande** en tête du classement des pays les plus heureux, suivie par le Danemark (2^e), l'Islande (3^e), la Suède (6^e) et la Norvège (7^e)

Source : Rapport mondial sur le bonheur dans le monde du 20 mars 2024, parrainé par l'Organisation des Nations Unies (ONU)

Pays nordiques

Les pays nordiques en tête du classement des Etats membres de l'Organisation européenne des brevets (OEB) ayant déposé le plus grand nombre de brevets par habitant en 2023. Si la Suisse occupe la première place du classement 2023 par habitant, elle est suivie par plusieurs pays nordiques: la Suède en 2^{ème} position, le Danemark en 3^{ème} et la Finlande en 4^{ème}. A noter qu'en 2023, les entreprises et inventeurs suédois ont déposé 5 139 demandes de brevet auprès de l'Office européen des brevets, soit le plus grand nombre de demandes jamais atteint par la Suède.

La Finlande, le Danemark, la Suède et 11 autres pays, dont la France, appellent la BEI à soutenir davantage la défense. Dans un courrier en date du 18 mars, 14 Etats membres de l'UE ont appelé la Banque européenne d'investissement (BEI) à accroître le financement de l'industrie de défense alors que la guerre en Ukraine se poursuit. La lettre souligne que la BEI ne consacre qu'une partie minimale de ses financements à de tels projets et qu'un renforcement de son rôle pourrait permettre d'augmenter les investissements privés dans les secteurs liés à la sécurité et à la défense.

Danemark

Davantage de Danois envisagent de travailler au-delà de l'âge légal de départ à la retraite. D'après les données du fonds de pension danois Danica, le nombre de retraités qui continuent à travailler bien que percevant une pension de retraite de l'État est en augmentation. Danica a également constaté un changement significatif dans les attentes de ses clients en matière de pension, qui laisse présager que les futurs retraités envisagent de plus en plus de continuer à travailler au-delà de l'âge légal de départ à la retraite (entre 67 et 69 ans en fonction de l'année de naissance). Par ailleurs, au cours des deux dernières années, la proportion de ceux qui prévoient d'arrêter de travailler avant l'âge légal de la retraite a diminué, passant de 60 à 51 %. C'est particulièrement vrai pour les plus jeunes, pour lesquels la proportion de personnes qui cesseront de travailler avant l'âge de la retraite est passée d'environ 50 % à un tiers.

En 2023, le Danemark était à nouveau le 3e pays déposant le plus grand nombre de demandes de brevets par habitant. 2 596 demandes en provenance d'entreprises danoises ont été déposées au total, soit 445 par million d'habitants. La Suisse (1 085 demandes par millions d'habitants) et la Suède (495 demandes par millions d'habitants) complètent le podium. Parmi les entreprises danoises ayant déposé le plus de demandes se trouvent Novozymes (maintenant Novonesis), Vestas et Novo Nordisk, qui comptabilisent près de 300 demandes à elles trois. Le domaine universitaire est aussi représenté, l'Université technique du Danemark et l'Université de Copenhague ayant déposé respectivement 86 et 46 demandes, le nombre de dépôts de brevets danois baisse toutefois légèrement par rapport à 2022 (2 685 demandes, soit 89 de moins en 2023.)

Le Danemark se dote de l'un des supercalculateurs d'IA les plus puissants au monde. Avec un investissement de 600 M DKK (80 M€) de la fondation Novo Nordisk et de 100 M DKK (13 M€) du Fonds d'exportation et d'investissement du Danemark (EIFO), le Danemark a conclu un partenariat public-privé avec le géant américain des puces électroniques NVIDIA pour créer un centre

national pour l'innovation en intelligence artificielle (Danish Centre for AI Innovation). Détenu majoritairement par la Fondation Novo Nordisk, avec EIFO comme actionnaire minoritaire (15%), le centre hébergera le supercalculateur baptisé Gefion. Ce dernier sera livré, installé et configuré par l'entreprise française Eviden (groupe Atos). L'objectif est d'accélérer le rythme de la recherche et de l'innovation dans les domaines de la santé, des sciences de la vie et de la transition écologique. Les chercheurs et entreprises danois pourront ainsi acquérir l'accès à la puissance de calcul de l'ordinateur et à l'aide associée des experts de NVIDIA.

Aalborg Portland réduit ses émissions carbone d'un quart en deux ans. Plus grand émetteur de CO2 du Danemark, le cimentier a pour objectif de minimiser ses émissions de 73% d'ici 2030 par rapport à 2021, soit une diminution de 1,6 Mt de CO2. Sur ces 1,6 Mt, 1,2 Mt devraient provenir de réductions réelles, tandis que 400 000 t devraient être obtenues via captage de CO2. Après une baisse des émissions de 14% en 2023 par rapport à 2022, la réduction totale depuis 2021 s'élève maintenant à 24% ou environ 543 000t de CO2. Cette diminution est notamment due à un recours accru aux combustibles alternatifs (déchets et biomasse) à la place des énergies fossiles, à l'augmentation des ventes de ciments à teneur réduite en CO2 et à une contraction de la production de ciment blanc en raison d'un ralentissement de l'activité du marché. En 2024, Aalborg Portland prévoit de réduire ses émissions carbone jusqu'à 300 000 t.

Une part accrue de dons de la Fondation Novo Nordisk ira à l'avenir à l'étranger. Si l'on considère les revenus du fonds provenant des dividendes des sociétés Novo Nordisk et Novonesis et le rendement des investissements propres, 99% d'entre eux proviennent de l'étranger. Cependant, 90 % des subventions sont accordées au Danemark. Le groupe pharmaceutique se tournera donc de plus en plus vers les États-Unis lorsqu'il s'agira d'investir dans de nouveaux médicaments – pays d'où proviennent 60 % des revenus de la Fondation et qui, selon le président, fait figure de pionnier en matière de développement de nouveaux médicaments.

Finlande

La Banque de Finlande révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2024.

Dans ses prévisions de mars, la Banque de Finlande table sur une poursuite de la récession en 2024 avec une décroissance de -0,5 % du PIB (après -1 % en 2023). En décembre 2023, sa prévision était de -0,2 %. Le reste des prévisions pour 2024 demeure presque inchangé et confirme la contraction de l'économie : taux d'emploi à 77,2 % (-0,7 pp sur un an), chômage à 7,8 % (+0,6 pp) et inflation à 0,9 % (-3,4 pp). L'activité n'est plus freinée par des pénuries de main-d'œuvre, mais par la faiblesse de la demande. La croissance devrait rebondir en 2025 (+1,7 %) et 2026 (+1,5 %), mais l'incertitude quant à l'évolution des taux d'intérêt et les risques géopolitiques compliquent les prévisions.

La Finlande intègre l'accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA).

Le 14 mars, le comité du DIANA (programme lancé par l'OTAN en 2023), a approuvé la proposition de la Finlande de créer deux centres de recherche et un accélérateur d'entreprises. Ce dernier sera établi par le Centre de recherche technique de Finlande (VTT) à Espoo, en collaboration avec les universités d'Aalto et de Helsinki. Il aura pour mission d'accompagner les entreprises du secteur de la défense dans leurs projets liés aux communications de nouvelle génération et aux technologies quantiques. Un centre d'essai, basé à Espoo, sera spécialisé dans la cybersécurité des communications et les technologies quantiques et spatiales et le second, à Oulu, permettra aux entreprises de tester les technologies liées aux réseaux 6G.

La Finlande obtient le retrait des recours collectifs de la directive sur le devoir de vigilance.

Après avoir un temps bloqué l'adoption du texte avec d'autres Etats membres au Comité des représentants permanents, la Finlande a soutenu le compromis de la présidence belge du Conseil de l'UE, adopté le 15 mars. Le gouvernement finlandais est parvenu à faire retirer du texte sa principale réserve : l'obligation de permettre aux syndicats et organisations de la société civile de pouvoir former un recours collectif contre une entreprise.

550 000 personnes verront leurs prestations sociales baisser à partir du 1^{er} avril,

selon l'agence de sécurité sociale de Finlande (Kela), dans le cadre des coupes budgétaires entreprises par le gouvernement de Petteri Orpo (Parti de la Coalition nationale, droite). Dans le détail, les allocations de logement seront réduites pour plus de 450 000 personnes, les allocations de chômage pour 190 000 personnes (dont les 100 000 bénéficiaires de la prime enfant, supprimée), et l'aide au revenu de base pour 130 000 personnes.

Face à la grève des transports, les entreprises du secteur forestier mettent leurs usines à l'arrêt et suspendent les salaires.

Touchés de façon indirecte par la grève lancée le 11 mars contre les réformes du marché du travail, qui perturbe notamment les ports et le fret ferroviaire, les trois principaux groupes forestiers UPM, Stora Enso et Metsä ont annoncé l'arrêt temporaire de certains sites de production. UPM et Stora Enso ont décidé de suspendre les salaires des travailleurs concernés. Le 12 mars, le président de la Fédération des industries technologiques Jarkko Ruohoniemi a déclaré que tous les membres de la Confédération des industries finlandaises (EK), le principal représentant des employeurs, s'étaient entendus pour suspendre les salaires dans les usines arrêtées à cause des grèves. Selon le syndicat des travailleurs de l'industrie, cette pratique reviendrait à un *lock-out* et serait illégale.

L'interdiction de visa pour les cueilleurs thaïlandais menacerait les entreprises agro-alimentaires.

Des entreprises s'inquiètent de la décision du gouvernement de suspendre l'octroi de visas à l'ambassade de Finlande à Bangkok aux cueilleurs de baies thaïlandais, birmans et cambodgiens pour l'été 2024. Le droit de cueillir librement les baies sauvages est garanti en Finlande, mais une évaluation des conditions de délivrance des visas menée par le ministère des Affaires étrangères en 2023 a conclu que les cueilleurs signaient souvent des contrats de travail, et qu'il existait un risque clair et sérieux d'exploitation et de traite des êtres humains.

Islande

La Banque centrale maintient son taux de base inchangé à 9,25%.

Les raisons avancées par le comité de politique monétaire de la Banque centrale islandaise sont une inflation toujours forte (6,6% au mois de février), une croissance du PIB plus forte ces dernières années qu'estimée auparavant, une pression accrue de la demande dans l'économie qui pourrait entraîner une dérive des salaires plus importante qu'elle ne le serait autrement et les récentes mesures fiscales annoncées par le gouvernement qui pourraient accroître les pressions inflationnistes.

La confédération des employeurs (SA) et plusieurs syndicats ont signé des accords salariaux

qui couvrent environ 120 000 employés du secteur privé, soit près de la moitié de la population employée. Les accords conclus sont d'une durée de 4 ans (du 1^{er} février 2024 au 31 janvier 2028). Ils comprennent des augmentations de salaires de 3,25% à partir du 1^{er} février 2024, puis 3,5% le 1^{er} janvier de chaque année jusqu'en 2027 (ou un minimum de 23 750 ISK/160€ d'augmentation pour chaque échéance). Ces accords sont également soumis à des clauses conditionnelles relatives à l'indice général des salaires et à l'inflation annuelle (qui ne devra pas dépasser 4,95% en août 2025, puis 4,7% en août 2026 et 2027), sous peine que les conventions soient rompues. Le vote de ces conventions par les adhérents des syndicats concernés est toujours en cours.

L'Etat, en coopération avec les municipalités, a annoncé des mesures pour un montant de 80 Mds ISK/537 M€ sur la période couverte par les conventions collectives.

Parallèlement à la signature des conventions collectives, l'Etat s'est engagé à accroître la stabilité du marché immobilier et à améliorer les conditions de revenus des familles. Les mesures annoncées comprennent des repas gratuits pour tous les élèves du primaire, une augmentation des indemnités de congé maternité, une aide au paiement des intérêts des prêts immobiliers en 2024, une augmentation des aides au logement, la construction de logements supplémentaires et des hausses de frais

contenues à 3,5% pour l'Etat et les municipalités cette année. Le Trésor entend financer ces mesures grâce à de moindres dépenses publiques, la fusion et la fermeture de certaines institutions, ainsi que la vente de ses parts dans Islandsbanki.

La société de location Heimsatden est en passe d'être vendue pour 61 Mds ISK/410 M€.

Un fonds d'investissement, géré par la société Stefnir et détenu par les fonds de pension Islandais prévoit d'acheter la société Heimstaden (vendue par la société d'investissement norvégienne Fredensborg AS). Heimstaden gère un parc de 1600 logements en location en Islande et les nouveaux propriétaires d'Heimstaden souhaitent doubler la taille de l'entreprise dans les années à venir. Cette transaction doit encore être approuvée par l'autorité de la concurrence. Par ailleurs, la ministre de l'économie et des finances, Thordis Gylfadottir, a proposé une révision de la loi pour autoriser les fonds de pension à investir de manière plus importante (au-delà de 20%) dans les sociétés de location immobilière afin d'accroître l'offre de logements sur le marché locatif.

Le Trésor islandais a émis ses premières obligations vertes pour 750 M€.

Les obligations émises par le Trésor islandais ont un coupon fixe de 3.5% pour 10 ans. Cette vente a été coordonnée par JP Morgan, BNP Paribas, DZ bank et Nomura et la demande pour ces obligations s'est élevée à 7 Mds€, soit neuf fois plus que le montant attendu.

Ardian finalise l'achat des centres de données de Verne.

La société d'investissement Ardian a acheté 100 % des parts des centres de données de Verne auprès de Digital 9. Verne exploite l'un des plus grands centres de données d'Islande, à Reykjanesbær, et Ardian prévoit de quadrupler la capacité de ce data center dans les mois à venir. Un communiqué d'Ardian indique que la société contribuera à hauteur de plus de 1,2 Md\$ au financement des projets de croissance de Verne en Europe du Nord.

Norvège

L'inflation norvégienne poursuit sa baisse en février 2024.

L'Institut Central des Statistiques (SSB) a publié son estimation de l'inflation en février à 4,9%, contre 5,3% en janvier (en glissement annuel). Les secteurs de l'habillement, de la santé, des transports ont tiré à la hausse l'inflation, tandis que l'hôtellerie-restauration a subi une déflation. « *Nous sommes sur la bonne voie* » a déclaré le ministre des Finances, Trygve Slagsvold Vedum.

Accord commercial avec l'Inde.

Les pays de l'AELE ont conclu le 10 mars avec l'Inde un accord commercial en négociation depuis 16 ans devant se traduire par la levée des droits de douane sur l'ensemble du commerce bilatéral. Grâce à cet accord, qui s'inscrit dans le sillage de l'initiative gouvernementale « *Toute la Norvège exporte* » (*Hele Norge eksporter*), la Norvège a obtenu la libéralisation totale de la quasi-totalité de ses titres d'exportation, notamment le saumon et le maquereau norvégiens dont les droits de douane seront nuls d'ici 2029. L'accord prévoit également un investissement de l'AELE vers l'Inde de plus de 90 Md€ sur 15 ans, en contrepartie de l'ouverture du marché indien, en plein développement.

Le Gouvernement s'oppose à l'adoption du 4ème paquet énergie, malgré les pressions de l'UE.

En déplacement en Norvège début mars, la commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, a appelé le Royaume à s'associer au plus vite au 4^{ème} paquet énergie européen pour harmoniser les règles et favoriser les flux énergétiques entre l'UE et la Norvège. Hostile à ce projet de loi en raison du rôle étendu dévolu à l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER), le parti du centre a menacé de quitter la coalition au pouvoir en cas d'adoption du paquet. En conséquence, le Premier ministre Jonas Gahr Støre a indiqué que son Gouvernement s'opposait au paquet et se dit prêt à assumer les représailles promises par l'UE. L'opposition conservatrice et libérale, à l'inverse, s'est dite en faveur du paquet.

La Norvège souhaite intégrer le NZIA.

Alors que l'Union européenne finalise le *Net Zero Industry Act* (NZIA), la Norvège n'est pas à ce stade encore assurée de figurer dans le périmètre de cette loi. Le ministère de l'énergie assure qu'il travaille sur ce dossier : « *Nous veillons à ce que l'industrie norvégienne bénéficie des mêmes conditions-cadres que ses concurrents européens, de manière à ce que les règles du jeu soient les mêmes dans l'EEE pour le CCS en Europe* » a déclaré Astrid Bergmål, secrétaire d'Etat au ministère de l'Energie. Une fois adopté au niveau européen, le NZIA, s'il comprend bien la Norvège, devra être transposé ensuite dans les accords et protocoles de l'EEE, afin qu'il puisse formellement engager la Norvège.

Ventyr a remporté l'appel d'offre du champ éolien maritime Sørliche Nordsjø II d'une capacité d'1,5 GW.

Le 20 mars, le consortium Ventyr a remporté l'enchère débutée le 18 mars pour la construction du champ d'éoliennes maritimes posées de Sørliche Nordsjø II. Le consortium réunit Ingka Investments (filiale du groupe néerlandais Ingka, maison-mère de la société suédoise Ikea) et le Belge Parkwind (détenu par le Japonais Jara). L'enchère gagnante s'est terminée à 9,94 centimes d'euros par kWh. Ventyr était en concurrence avec les consortiums suivants : Equinor-RWE (Nor/All), Statkraft-Aker-BP (Nor/UK) et Shell-Lyse-Eviny (PB/Nor). Le projet vise à produire 1 500 MW et pourrait être subventionné par la Norvège à hauteur de 2 Md€.

Intérêt d'un investisseur suédois pour les gisements de minerai de fer à Kirkenes.

Christer Lindquist, PDG du groupe minier suédois Grangex, a manifesté son intérêt pour les réserves de minerai de fer que contient le sous-sol de Kirkenes. Il juge cette matière première « *unique et indispensable pour la transition verte de l'aciérie européenne* » et souhaiterait rouvrir la mine de Sydvaranger. Le projet initial d'investissements (33 M\$) avait échoué à l'automne dernier en raison de la proximité immédiate de la frontière avec la Russie, qui avait dissuadé les partenaires internationaux.

Lancement du plan d'action pour l'économie circulaire.

Le gouvernement a présenté le 15 mars une feuille de route pour l'économie circulaire contenant des mesures visant à réduire les déchets et maximiser la création de valeur globale dans l'économie norvégienne. « *En adoptant des mesures précoces, les entreprises norvégiennes peuvent saisir de nouvelles opportunités, renforcer leur compétitivité et dans le même temps nous aider à atteindre nos objectifs nationaux et internationaux en matière de climat et d'environnement* » a déclaré le ministre du Commerce et de l'Industrie, Jan Christian Vestre.

Coopération tripartite pour un transport aérien plus vert.

En accord avec les partenaires sociaux, le gouvernement a accepté d'allouer 88 M€ (1 Md NOK) à des mesures environnementales pour le secteur aérien dans le futur plan national des transports. Cette enveloppe servira à financer des solutions « zéro émission » et la construction de nouvelles infrastructures aéroportuaires.

Interdiction des jeux d'argent étrangers en ligne.

Les députés norvégiens ont adopté le 19 mars l'interdiction des jeux d'argent en ligne proposés par des sociétés étrangères. Cette interdiction s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la dépendance au jeu, qui concernerait environ 23 000 Norvégiens.

Budget de la défense : la Norvège souhaite atteindre l'objectif de 2% du PIB en 2024.

Le Premier ministre a annoncé le 14 mars que le gouvernement proposerait des crédits supplémentaires dans la loi de finances rectificative, qui permettront à la Norvège d'atteindre dès cette année l'objectif de l'OTAN de consacrer 2% du PIB à la défense. « *La situation en matière de politique de sécurité est grave. De nombreux pays autour de nous investissent dans une défense plus importante et plus forte. Nous aussi. Nous prendrons la responsabilité pour notre propre sécurité* » a-t-il déclaré. Le gouvernement norvégien compte ainsi présenter le 5 avril un Livre blanc sur la défense couvrant la période 2025-2028. En parallèle, le gouvernement signait le 15 mars un contrat de 88 M€ avec le groupe Kongsberg pour la livraison de matériels de défense anti-aérienne à

destination des armées norvégiennes et ukrainiennes.

Trois entreprises norvégiennes subventionnées dans le cadre d'un programme de munitions pour l'Ukraine.

Les Norvégiens Chemring Nobel (explosifs), Nammo Raufoss (munitions d'artillerie) et Kongsberg Defence & Aerospace ont reçu d'importants financements dans le cadre du programme européen ASAP (*Act in Support of Ammunition Production*), qui vise à renforcer les capacités de production de munitions et de missiles à destination de l'armée ukrainienne et au renouvellement des stocks des pays alliés. A ce titre, 264 M€ de subventions devraient leur être remis par l'UE, auxquelles s'ajoutent 100 M€ d'aides financières norvégiennes.

Revendications économiques du Svalbard.

L'organisation patronale NHO a organisé, le 14 mars, une journée d'échanges consacrée aux enjeux économiques sur l'archipel. Cette rencontre a permis à de nombreux représentants de la société civile de Longyearbyen (professionnels du tourisme et de l'éducation, élus locaux, industriels) de faire remonter leurs doléances au pouvoir central : craintes pour l'emploi à l'approche de la fermeture de la dernière mine de charbon, pénurie de logements, besoins massifs de rénovation du parc immobilier. « *Nous devons pouvoir avoir une activité économique au Svalbard. Dans le cas inverse, c'est la souveraineté qui est menacée, car cela crée un appel d'air pour d'autres* », souligne Kristin Devold, cheffe du département tourisme de NHO. L'événement visait à sensibiliser les pouvoirs publics, qui doivent publier un nouveau Livre blanc sur le Svalbard dans les semaines à venir.

Suède

L'inflation diminue et les marchés anticipent une baisse du taux directeur de la Banque de Suède en mai ou en juin.

La diminution des coûts du prix de l'électricité a permis de ramener l'inflation de 9,3% à 7,5%. L'inflation sous-jacente (hors effet taux) est également passée de 3,3% en janvier à 2,5% en février (la Banque de Suède tablait sur 2,9%), et l'indice sous-jacent hors énergie de 4,4% à 3,5%. Selon les observateurs, la Banque de Suède devrait, si la tendance se confirme, entamer une baisse de son taux directeur dès mai, ou juin 2024.

Une légère reprise de la croissance espérée courant 2024.

Au cours d'une conférence de presse, le 20 mars 2024, la ministre suédoise des Finances, Elisabeth Svantesson, a fait état de la faiblesse de l'activité économique, en raison notamment de la sensibilité aux taux d'intérêt de la consommation des ménages et de l'investissement dans le secteur de la construction et du logement. Le ministère des finances estime que le PIB suédois augmentera de +0,7 % cette année et de +2,5 % en 2025.

Le chômage, en hausse, devrait poursuivre sa progression en 2024 et 2025.

La demande de main-d'œuvre sur le marché du travail suédois est faible et le nombre d'entreprises en faillite a considérablement augmenté. En raison de la faiblesse de la demande, l'emploi a diminué en 2023 et devrait continuer à diminuer en 2024 et 2025, ce qui contribuerait à une nouvelle augmentation du chômage en 2024 (8,3 % de la population active) et 2025.

Le nombre d'exploitations agricoles suédoises a diminué de près de 5% entre 2020 et 2023.

Cette baisse concerne principalement les exploitations laitières (-13 % sur 3 ans) et les entreprises agricoles de taille moyenne (-5 % au cours de cette période). Sur la période 2013-2023, le nombre d'exploitation a été réduit de près de 20 %, au profit d'une concentration des exploitations. La valeur annuelle de la production agricole suédoise est ainsi stable depuis 10 ans, autour de

8 Mds€ (1,4 % du PIB en 2022). Parmi les exploitations agricoles, l'élevage de bovins est le plus répandu (près de 10 000 exploitations), suivi de l'élevage ovin (3 000 exploitations), l'élevage mixte (1 700), l'élevage porcin (330) et l'élevage de volaille (150).

Le gouvernement souhaite encourager l'agriculture de précision.

Dans un communiqué en date du 11 mars 2024, le gouvernement a demandé à l'Agence suédoise de l'Agriculture (SJV) de revoir son plan stratégique de PAC 2023-2027 afin de renforcer le soutien à l'agriculture de précision (dont le but est notamment d'utiliser des techniques agricoles plus ciblées pour utiliser moins d'engrais et de pesticides). Ces aides seraient renforcées et disponibles dans tout le pays à partir de 2025, couvrant ainsi 200 000 hectares supplémentaires. L'agriculture de précision doit contribuer à l'utilisation plus efficace et durable des terres agricoles grâce à des technologies mieux adaptées aux conditions locales. Des ajustements des aides sont également prévus pour compenser les désavantages économiques des agriculteurs dans les régions défavorisées. Ces propositions visent à renforcer la durabilité et la compétitivité de l'agriculture suédoise et doivent être approuvées par la Commission européenne.

Le gouvernement présente une nouvelle stratégie nationale d'adaptation au climat.

Dans le cadre de cette nouvelle stratégie, le gouvernement a considéré qu'une nouvelle législation était nécessaire pour rationaliser le travail d'adaptation aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, notamment au niveau local, et clarifier la répartition des responsabilités et les modèles de financement. Pour ce faire, il a mis en place une commission d'enquête qui présentera des propositions pour une nouvelle législation l'année prochaine. Cette annonce a été faite la veille de la présentation, par le Conseil de la politique climatique, de son rapport d'évaluation de la politique climatique menée par le gouvernement, rapport encore plus critique que les années précédentes.

Un soutien de la Suède à l'Ukraine moins généreux que celui du Danemark ou de la Norvège, mais qui fait de l'Ukraine le 1er bénéficiaire de l'APD suédoise. Depuis février 2022, la Suède a versé environ 37 Mds SEK (3,35 Mds€), soit 0,6% de son PIB, pour soutenir l'Ukraine. L'aide fournie dans le cadre des 15 « paquets » de soutien décidés entre 2022 et février 2024 est de nature militaire pour plus de 80% (équipements/finance) tandis que moins de 20% correspond à une aide civile. Cette aide civile fait de l'Ukraine le 1er bénéficiaire désormais de l'APD suédoise. Si la Suède compte parmi les pays les plus généreux en pourcentage de PIB, son soutien est toutefois inférieur à celui du Danemark (2,4% du PIB) et de la Norvège (1,7%) lesquels figurent parmi les plus grands donateurs européens à l'Ukraine en pourcentage de leur PIB, uniquement devancés par l'Estonie (3,6%) selon l'Institut Kiel (13e sur 41 pays étudiés). Par ailleurs, la Suède a accueilli environ 50 000 réfugiés ukrainiens.

La réhumidification des zones humides, priorité pour réduire les émissions GES. Le gouvernement a annoncé, le 2 février, un investissement public de 330 M€ d'ici 2030 pour la réhumidification des zones humides afin de réduire les émissions GES des sols et renforcer la biodiversité. Ces zones émettent autant de GES que l'ensemble des voitures particulières circulant en Suède chaque année. Depuis le XIXe siècle, de vastes zones humides avaient en effet été asséchées afin de créer des terres pour l'agriculture et la sylviculture. Pour faciliter la réhumidification de ces zones, le gouvernement prévoit de simplifier les procédures d'autorisation et de supprimer les obstacles administratifs pour les propriétaires fonciers. En parallèle, l'Agence suédoise de la Protection de l'Environnement SNV, l'Agence suédoise de l'agriculture SJV et l'Agence suédoise de Gestion maritime et de l'Eau HV ont été chargées de réaliser une enquête sur la

manière dont le cadre réglementaire peut être simplifié en tenant compte des intérêts agricoles et forestiers.

Cevian Capital porte sa participation dans Rexel à 23% du capital et confirme sa place de premier actionnaire. Le fonds activiste suédois Cevian Capital a annoncé avoir porté sa participation dans le capital du groupe Rexel, deuxième distributeur mondial de matériel électrique, à 23%. La valeur de cette participation atteint désormais 19 Mds de SEK (1,7 Md€). Engagé dans Rexel depuis 2016, la capitalisation a quasiment doublé depuis pour atteindre aujourd'hui près de 7,5Mds€.

Bénéteau entre au capital de Candela. Le fabricant suédois de bateaux électriques « volants », Candela, voit arriver le groupe français Bénéteau dans son capital après la levée de 24,5 M€ pour augmenter la production de son P-12, le premier ferry hydroptère électrique au monde. Parmi les autres investisseurs présents lors de la levée de ces fonds, on note EQT Ventures, Ocean Zero LLC et Kan Dela AB. Les hydroptères innovants et stabilisés par ordinateur de Candela ont bouleversé l'industrie maritime. En « volant » au-dessus de la surface, ils consomment 80 % d'énergie en moins que les autres navires et bateaux, ce qui leur permet d'atteindre une grande autonomie et une vitesse élevée avec une alimentation par batterie.

AstraZeneca rachète la société de biotechnologie canadienne Fusion Pharmaceuticals. Le prix d'acquisition représente 2,4 Mds USD. Fusion Pharmaceuticals se concentre sur le développement de médicaments de précision, appelés radiothérapies, pour le traitement du cancer.

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,5	-0,8	-0,3	-0,1
Danemark	6,8	2,7	1,8	1,2	-0,6	0,4	2
Finlande	3,0	2,1	-0,5	-0,1	0,4	-1,1	-0,7
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,2	-0,5	-0,5	1,5
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,1	0	0,1	0,2
Islande	5,1	8,9	4,1	8,9	5,2	2,1	0,6

Sources : *statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland*

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

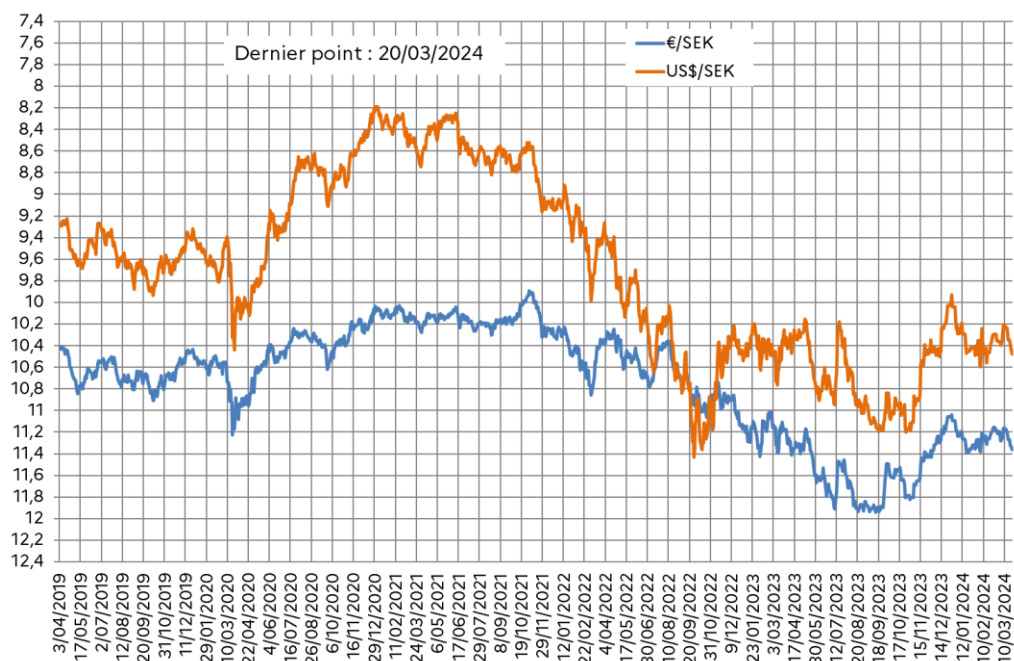
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	2,2	8,4	8,6	11,4	9,8	7,7	5,6
Danemark	1,9	7,7	3,3	7,3	3,6	2,1	0,5
Finlande	2,2	7,1	4,3	7,5	5,1	3,4	1,5
Norvège	3,5	5,8	4,8	6,6	6,5	4,5	3,7
Islande	4,4	8,3	8,8	10,0	9,4	7,8	7,9

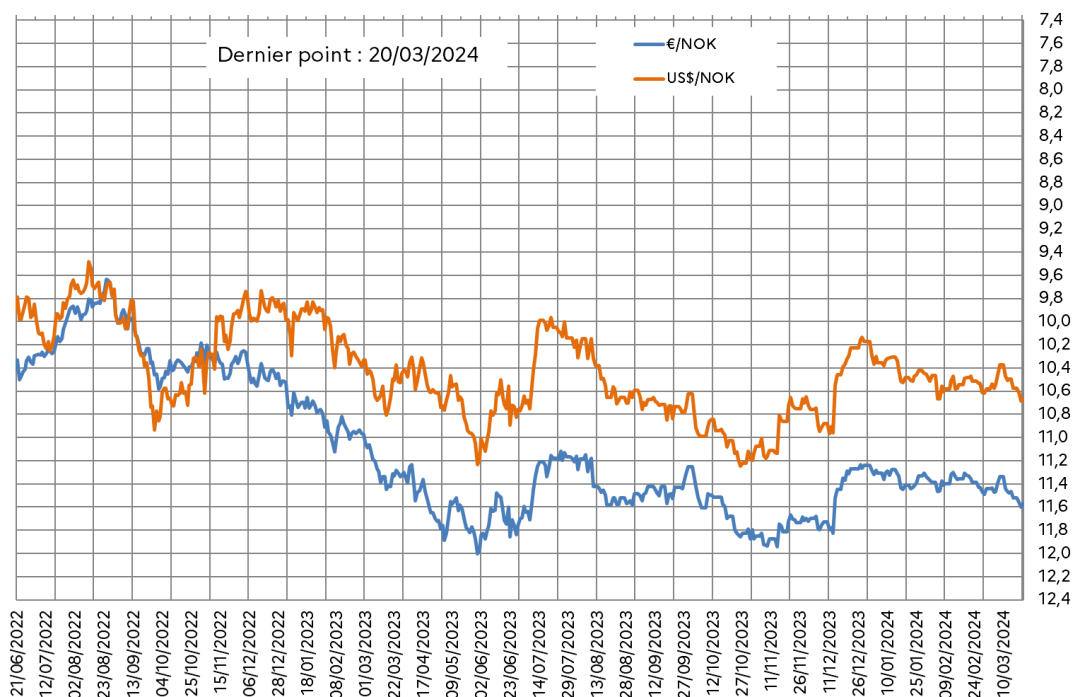
Sources : [statistics Sweden](#), *ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland*

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr